

# Cessons de recourir à l'illusion en matière de politique économique

[lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/0600510685126-cessons-de-recourir-a-lillusion-en-matiere-de-politique-economique-2236723.php](http://lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/0600510685126-cessons-de-recourir-a-lillusion-en-matiere-de-politique-economique-2236723.php)

16 janvier 2019

## Les Echos.fr

+

04 minutes

Jean Peyrelevade / Chroniqueur - économiste Le 16/01 à 07:29 Mis à jour à 11:28

La croissance potentielle à moyen terme de la France, conditionnée par la double évolution de la population active et de la productivité du travail, est estimée par l'ensemble des économistes au mieux à 1,3 % par an. Ce chiffre fait peser une double contrainte sur l'évolution du pouvoir d'achat et sur la gestion des finances publiques. - Laurent CERINO/REA

**CHRONIQUE.** Compte tenu de ses marges de manoeuvre financières, la France ne peut améliorer sensiblement le pouvoir d'achat ni procéder à des allègements fiscaux massifs. Il faut commencer par bien gérer avant de faire des promesses inconsidérées.

Nous avons besoin, espèce rare, d'hommes politiques modestes. Qui l'est, parmi ceux qui tiennent le devant de la scène ? Tous devraient prendre conscience de l'étroitesse des marges de jeu disponibles en matière économique. Ainsi éviteraient-ils peut-être (soyons optimistes) de multiplier pendant les campagnes électorales les promesses intenable, de faire rêver leurs électeurs à des miracles impossibles avant, une fois le pouvoir conquis, de décevoir lourdement ceux dont la crédibilité fut abusée.

### Croissance faible

Depuis dix ans, le taux de croissance de l'économie française est en moyenne plutôt inférieur à 1 % par an. Certes, la période connut une crise mondiale d'ampleur exceptionnelle. Peut-on, dès lors, viser plus haut pour l'avenir ? La croissance potentielle à moyen terme du pays, conditionnée par la double évolution de la population active et de la productivité du travail, est estimée par l'ensemble des économistes au mieux à 1,3 % par an (contre plus de 5 % dans les années 60 et 2,5 % entre 1970 et 1980). Ce chiffre, faible par rapport au passé mais similaire à celui de la moyenne de la zone euro, fait peser une double contrainte sur l'évolution du pouvoir d'achat et sur la gestion des finances publiques.

Commençons par le pouvoir d'achat. Le revenu net médian des ménages français est actuellement de 1.750,00 euros par mois. Nous pouvons espérer créer, au vu de ce qui précède, 1,3 % de richesses supplémentaires chaque année. Cependant, le nombre de

ménages lui-même augmente régulièrement d'environ 0,5 % par an, sous le double effet d'un accroissement de la population (0,3 %) et des modifications des modes de vie (0,2 %) : les pourcentages de personnes vivant seules (un tiers du total) ou des familles monoparentales (10 % des ménages) ne cessent de progresser.

## Poids démographique

---

En régime de croisière, l'augmentation des richesses produites (1,3 % par an), appliquée à un nombre de ménages lui-même en croissance de 0,5 %, se traduit par un gain de pouvoir d'achat annuel de 0,8 % par ménage. Toutes choses égales d'ailleurs, cela veut dire que l'on peut augmenter tous les ans le revenu médian mensuel de 14 euros. Qui le dit ? Promettre plus, c'est promettre du vent. « La France forte » scandait Nicolas Sarkozy, « Le changement, c'est maintenant », affirmait François Hollande, tandis qu'Emmanuel Macron entendait transformer le pays...

## Situation tendue

---

La situation est encore plus tendue en matière de finances publiques, où la France se distingue du reste de la zone euro par le niveau extrêmement dégradé tant du solde budgétaire que du poids de la dette (seule l'Italie étant dans une situation qui n'est guère plus enviable). Par comparaison avec les autres pays, nous avons hélas un passif qui reste à combler.

Sur un quinquennat, avec un taux de croissance moyen de 1,3 %, le PIB augmente au total de 6,5 %. Les recettes publiques (Etat, collectivités locales et Sécurité sociale) représentent un peu plus de la moitié du PIB. Sur les cinq ans, elles augmentent donc de l'équivalent de 3,25 % du PIB. Ce montant, relativement faible, détermine l'évolution maximale des dépenses publiques, si l'on entend que celles-ci ne s'alourdissent pas en pourcentage du PIB.

Supposons que les dirigeants du pays, décidés à lutter contre le « ras-le-bol » fiscal, cherchent à réduire les prélèvements obligatoires d'un point de PIB (ils sont à 48 % en France contre 41 % pour l'ensemble de la zone euro). Supposons également que pour enclencher la réduction d'une dette publique devenue excessive, ils entendent diminuer le déficit budgétaire (de l'ordre de 3 % du PIB contre moins de 1 % pour la zone euro) d'un autre point de PIB, seul moyen d'assurer à long terme la solvabilité du pays, dans des conditions pourtant exceptionnellement favorables de taux d'intérêt. Le total des dépenses publiques ne peut donc pas progresser sur un quinquennat de plus de 1,25 % du PIB ce qui, rapporté à leur montant initial, représente une augmentation moyenne de 0,5 % en volume par an.

## Le thaumaturge et l'arithméticien

---

Synthétisons : un président sérieux ne peut pas accorder plus d'une vingtaine de milliards d'euros d'allègements fiscaux sur la durée de son mandat, et peut réduire le déficit budgétaire d'un point de PIB à condition de ne pas dépasser un taux de 0,5 % par an de croissance en volume des dépenses publiques, soit 10 milliards par an. Ce n'est pas un thaumaturge qu'il nous faut, mais un arithméticien.

Quelle est la tentation, hélas bien présente, pour faire oublier la rigueur de ces disciplines ? Repousser à plus tard le rétablissement des finances publiques et fabriquer du faux pouvoir d'achat avec du déficit budgétaire (une constante depuis quarante-cinq ans). Ou jouer au bonneteau, prenant aux uns pour donner aux autres, aux retraités en faveur des actifs (ou inversement), aux riches pour les pauvres (ou réciproquement), aux entreprises pour les ménages (ou à l'opposé), ce qui ne manque pas d'enflammer le ressentiment de tous sans créer aucune valeur nette. La reconnaissance de celui qui reçoit ne compense pas la fureur de celui qui paye.

## Elargir les marges de jeu

---

Nous avons besoin pour le prochain quinquennat (puisqu'il faut déjà en parler) d'un président qui gère au plus près, protège les personnes les plus modestes et s'attaque enfin vigoureusement au problème central : comment élargir les marges de jeu, comment augmenter notre croissance potentielle ? Comment obtenir des Français qu'ils travaillent plus et mieux, des entreprises qu'elles améliorent plus rapidement leur productivité ? Tout le reste relève de l'illusion qui, malheureusement, occupe une part de plus en plus préoccupante dans le fonctionnement de notre démocratie.

Jean Peyrelevade